

16 FEV. 2026

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°A6639 du
portant sur la prolongation d'autorisation et l'ajustement du plan de remise en état
définitive de la carrière du Sauvaget exploitée par la SAS CARRIERES MOUSSET
sur la commune de SAINT PAUL EN GÂTINE

Le préfet des Deux-Sèvres
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- Vu** le code minier ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le décret n°2025-723 du 30 juillet modifiant le décret n°2007-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des Terres Excavées et des sédiments ;
- Vu** le décret du président de la République en date du 18 octobre 2023 nommant Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;
- Vu** le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivant du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 septembre 2016 modifiant l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 4943 du 15 mars 2010 accordé à la SARL Carrière du Sauvaget pour exploiter une carrière de schiste au lieu-dit « Le Sauvaget » sur la commune de SAINT PAUL EN GÂTINE ;

Vu l'arrêté de mise en demeure en date du 20 novembre 2015 à l'encontre de la SARL Carrière du Sauvaget relatif à l'exploitation d'une carrière située au lieu-dit « Le Sauvaget » sur la commune de SAINT PAUL EN GÂTINE ;

Vu l'arrêté de suspension de l'activité en date du 31 mars 2016 à l'encontre de la SARL Carrière du Sauvaget relatif à l'exploitation d'une carrière située au lieu-dit « Le Sauvaget » sur la commune de SAINT PAUL EN GÂTINE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°5949 du 22 décembre 2017 portant changement d'exploitant, levée de suspension d'activité et modification des conditions d'exploitation relatif à la carrière du Sauvaget exploitée par la SAS CARRIERES MOUSSET sur la commune de SAINT PAUL EN GÂTINE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°6215 en date du 25 juin 2020 portant sur la prolongation d'autorisation de la phase réaménagement par accueil de matériaux inertes par la société CARRIERES MOUSSET de la carrière du Sauvaget située sur la commune de SAINT PAUL EN GÂTINE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 6572 en date du 24 mars 2025 portant sur la prolongation d'autorisation et l'ajustement de la capacité d'accueil de matériaux inertes extérieurs afin de permettre la remise en état définitive de la carrière du Sauvaget exploitée par la société CARRIERES MOUSSET sur la commune de SAINT PAUL EN GÂTINE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

Vu la demande transmise le 2 février 2026 de prolongation de l'autorisation de remblaiement jusqu'au 30 septembre 2026 pour la remise en état définitive et l'ajustement du plan de remise en état définitive de la carrière du Sauvaget ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 10 février 2026 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis le 10 février 2026 à la SAS CARRIERES MOUSSET en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement en l'invitant à formuler ses observations dans le délai de 15 jours ;

Vu la réponse de l'exploitant reçue par courriel le 13 février 2026, mentionnant ne pas avoir d'observation à formuler ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 4943 en date du 15 mars 2010 susvisé modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 5949 du 22 décembre 2017, n° 6215 en date du 25 juin 2020 et n° 6572 en date du 24 mars 2025 pour prendre en compte la prolongation de l'autorisation de remblaiement jusqu'au 30 septembre 2026 pour la remise en état définitive et l'ajustement du plan de remise en état définitive de la carrière du Sauvaget ;

Considérant que la poursuite de l'accueil de déchets inertes jusqu'au 30 septembre 2026 au-delà de la date de fin d'exploitation initialement prévue par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 6572 en date du 24 mars 2025 de la carrière participe à la remise en état du site sans générer de trafic supplémentaire ;

Considérant que l'accueil de matériaux inertes extérieurs au site est encadré par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié visé article 2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mars 2010 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que le projet de demande de prolongation et d'ajustement du plan de remise en état définitive de la carrière du Sauvaget ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres,

ARRÊTE

Article 1

La société CARRIERES MOUSSET, dont le n° SIRET 315 965 327 00 077 et dont le siège social est situé au Lieu-dit « Les Lombardières » – Sainte-Florence – CS 40 040 – 85 140 ESSARTS-EN-BOCAGE, est autorisée à exploiter la carrière du Sauvaget sur le territoire de la commune de SAINT PAUL EN GÂTINE.

Article 2

L'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 4943 du 15 mars 2010 modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 6572 en date du 24 mars 2025 est remplacé par les dispositions suivantes :

- Article 1.2 – CARACTÉRISTIQUES DE L'AUTORISATION

Les parcelles concernées sont les suivantes :

COMMUNE	SECTIONS	N° DE PARCELLES	SUPERFICIE
Saint-Paul-en-Gâtine	AS	111	1 ha 36 a 60 ca
		182	94 a 00 ca
		191	3 a 60 ca
		106 pp	77 a 00 ca
		107	12 a 95 ca
		108	12 a 43 ca
		109	24 a 66 ca
		110	53 a 70 ca
		192	5 a 06 ca

La superficie totale de l'exploitation est de 4 ha 20 a 00 ca.

L'extraction de matériaux n'est pas autorisée.

Le défrichement n'est pas autorisé.

L'accueil maximum de déchets inertes extérieurs est autorisé à hauteur de 60 000 t/an maximum pour une capacité maximale d'accueil sur le site de 105 000 tonnes. Cet accueil est réservé aux déchets inertes issus des chantiers du groupe et d'autres chantiers importants ciblés.

L'autorisation est accordée jusqu'au 30 septembre 2026.

La remise en état doit être achevée au plus tard à la date d'échéance du présent arrêté.

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage.

Les horaires d'accueil de matériaux sur la carrière hors dimanches et jours fériés sont les suivants : 7h30 – 18h30.

Article 3

L'article 1.8 de l'arrêté préfectoral n° 4943 du 15 mars 2010 modifié par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 6572 en date du 24 mars 2025 est remplacé par les dispositions suivantes :

– Article 1.8 – GARANTIES FINANCIÈRES

- La durée de l'autorisation correspond à la phase prévue de remise en état avec apport de matériaux extérieurs inertes. À cette phase correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant.
- Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement.
- L'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement si la remise en état ne peut-être menée à son terme dans le délai de la présente autorisation.
- Modalités d'actualisation du montant des garanties financières :
Le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.
- Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.
- L'obligation de garanties financières est levée à la cessation de l'exploitation et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.
- Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.
- L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.
- Montant des garanties financières.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale est de :

Période	Jusqu'au 30 septembre 2026
Montant en €	66 400,00 €

L'indice TP01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est : 130,6 (décembre 2024)

Le taux de TVA applicable pour le calcul des montants est : 0,20

Article 4

L'article 4.2 de l'arrêté préfectoral n°4943 du 15 mars 2010 modifié par l'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°5949 en date du 22 décembre 2017 est remplacé par les dispositions suivantes :

– Article 4.2 – ÉTAT FINAL

- L'objectif final de la remise en état vise à recréer une continuité végétale dans le paysage, selon deux directions tout en adoucissant deux des fronts de la carrière. Une partie des boisements sera reconstituée, Les fronts de taille seront talutés et les terres de découverte stockées en merlon durant l'exploitation seront régaliées. Une partie sera re-végétalisée en pelouse maigre.
- Une frange boisée de 6 000 m² sur le coteau Est du site sera conservée.
- Un secteur minéral situé face à l'entrée du site, côté Ouest, d'une surface d'environ 9 000 m² sera conservé **ainsi que le bassin déjà présent au Sud-Ouest et l'accès à l'étage supérieur du site par la rampe déjà présente au Sud.**
- Le plan correspondant est joint **en annexe 1**.

Article 5. Publicité

En vue de l'information des tiers :

- 1°) une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Saint-Paul en Gâtine et peut y être consultée ;
- 2°) un extrait dudit arrêté est affiché en mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux ;
- 3°) le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la Préfecture ;
- 4°) l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr :

- 1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 6. Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de l'arrondissement de Bressuire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de Saint-Paul en Gâtine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont une copie sera notifiée à la SAS Carrière du Sauvaget.

Niort, le **16 FEV. 2026**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER

ANNEXE 1



